

De Bayard à La Fayette Très riches heures de la géographie à l'Orstom

Entretien de Marielle Pepin Lehalleur (1) avec

Gilles SAUTTER (2)

M. P. L. – *Vous faites profession de curieux (3), et cette curiosité vous a poussé vers l'Afrique, puis Madagascar et d'autres pays tropicaux. C'est vers les mêmes latitudes que vous avez envoyé ou accompagné de nombreux jeunes chercheurs de l'Orstom alors que vous étiez chargé de leur recrutement et de leur formation, mais vous vous êtes aussi intéressé aux problèmes de l'aménagement rural français et à de nombreuses autres questions qui touchent plus largement aux objets et aux méthodes de la géographie. Que signifie pour vous la géographie tropicale ? En quoi se différencie-telle d'une géographie des pays tempérés ou d'une géographie dite « générale » ?*

Gilles Sautter – Je suis gêné par l'idée d'une géographie tropicale que l'on considérerait comme une branche spéciale de la discipline. Je parlerais quant à moi d'adaptation à un contexte spécifique. Il tient à l'habileté du géographe d'y transposer ses outils. L'effort est d'autant plus nécessaire qu'un point fort de la géographie est la connaissance des milieux et des mécanismes qui les contrôlent. C'est cette approche naturaliste des faits de société – qu'elle partage avec d'autres disciplines telle l'ethnoscience – qui lui permet de dévider le fil des influences des phénomènes les uns sur les autres. Il est des faits de tropicalité avec lesquels le géographe doit se colleter. Ainsi les climats, tous situés dans la gamme du chaud à très chaud, qui se différencient à l'extrême quant à la quantité d'eau reçue et à sa distribution dans le temps. Pensons aussi à la juxtaposition des densités fortes et faibles, aux discontinuités que produisent certaines emprises paysannes intenses aux côtés d'espaces vides où les activités sont éparpillées. Ces traits, parmi d'autres, confèrent à la géographie des tropiques un caractère inaccompli dont il faut donner raison en testant la valeur explicative des influences en chaîne. Non pas pour prouver que le schéma choisi à l'origine est le bon, comme ont cherché avec insistance à s'en convaincre les « tiers-mondistes », mais pour pister, dans l'enchevêtrement des faits, les séquences qui vont à rebours de l'idée de départ. Il n'est pas d'autre façon d'échapper au déterminisme naturaliste non plus qu'à ces visions finalistes d'un destin des peuples signé à jamais par quelque fait originel imprescriptible.

(1) Ethnologue. CNRS.

(2) Géographe. Professeure émérite à l'université Paris-I.

(3) *Histoires de géographes*. Textes réunis par Chantal Blanc-Pamard, Éditions du CNRS. 1991.

– *Au-delà du débat maintenant presque oublié auquel vous faites allusion, la géographie tropicale peut être de fait largement assimilée à une géographie du développement. Cela suggère la prise en compte de la situation historique particulière des pays sous-développés au sein d'un système-monde dont ils n'ont pas la maîtrise et qui soumet leurs sociétés et leurs espaces à toutes sortes d'interventions. La compréhension de ces faits pose des problèmes d'ordre scientifique mais on ne peut dissocier ceux-ci de la finalité des études qu'ils suscitent.*

– Il n'y a pas eu de débat avec les « tiers-mondistes » mais seulement procès idéologique préfabriqué. Si les géographes dits « tropicalistes » avaient réellement soutenu ce dont on les accusait, ceux-là auraient eu raison mais tel n'était pas le cas. Il peut y avoir une pratique neutre de la géographie, où l'étiquette accolée de tropicalité n'est qu'un indicatif de nomenclature. Au contraire, ce qui a orienté tout notre travail, c'est l'élaboration d'une géographie économique et sociale des tropiques qui décompose les faits pour y percevoir les mécanismes à l'œuvre, et ceci au niveau des sociétés tout entières ou à des échelles plus grandes qui permettent de particulariser les acteurs. L'acquis de cette géographie du développement au cours des trente dernières années est d'avoir poussé les chercheurs à une réflexion sur l'homme social des tropiques. À côté de cet enrichissement qu'apporte une meilleure compréhension des faits sociaux, le risque, pas toujours évité, était de perdre cette attention que Pierre Gourou a portée à la qualité du dialogue qui s'établit entre une société et son milieu et qui permet d'accéder au fonctionnement de cette civilisation.

– *L'Orstom a été un de vos champs d'action et une sorte de rampe de lancée pour les thèmes qui vous tenaient à cœur et les méthodes de travail que vous souhaitiez voir se développer. Comment évaluez-vous maintenant ces expériences et leurs retombées ?*

– Je connaissais l'ambiance et les habitudes de l'organisme depuis les années 1948 à 1953 passées à Brazzaville comme chercheur détaché à l'Orstom. J'ai eu la chance de 1962 à 1964, au départ de ma carrière universitaire, de me voir confier une tâche de responsabilité à un moment où l'Orstom était le lieu de gestation de choses nouvelles, très en avance sur ce qui se faisait ailleurs. Il s'agissait de réorganiser les objectifs scientifiques – dans notre cas, ceux des géographes – selon un nombre limité de thèmes précisément définis. À l'inverse des thèmes fourre-tout permettant d'accueillir chacun avec ses choix prédéfinis, ceux-ci se présentaient comme des centres d'intérêts bien ciblés visant à faire avancer certaines problématiques et des méthodes appropriées. Les questions particulières y étaient subordonnées. Dans cet esprit, nous avons choisi de mettre en route des études sur divers thèmes, par exemple sur les « terroirs », la colonisation des terres neuves, le contact forêt-savane, les rapports villes-campagnes.

– *Comment ces thèmes prioritaires ont-ils été choisis et retenus ?*

– En tant que président d'un comité technique disciplinaire l'initiative me revenait en ce domaine, mais ma liberté d'action s'arrêtait devant la nécessaire contribution de tous à la définition des objectifs et des méthodes de travail. Cela donnait lieu à des échanges parfois vifs et toujours riches avec des chercheurs motivés, voire enthousiastes, tandis que la direction générale, à bon escient, imposait d'utiles délais de réflexion avant de passer aux décisions budgétaires. Pour la part que j'ai prise à cette action, je dois dire tout l'appui que j'ai reçu d'un esprit subtil et éclairé, Jean Séverac. Aux choix opérés par les comités techniques, participaient de façon active les bureaux permanents composés principalement d'universitaires et d'Orstomiens. Certains membres – dont Paul Pélissier, coadjuteur devenu par la suite président – accomplissaient sans lésiner leur tâche d'animateurs auprès des équipes par thèmes ou par pays. D'autres, parmi les universitaires, se montraient circonspects et veillaient à ce que nos équipes n'empiètent pas trop sur les territoires de thèse de leurs poulains. De ce fait, la liberté d'un président soucieux de jouer le jeu avec ses pairs était bien moindre que ce que s'imaginaient les chercheurs.

Dans la phase de réalisation, la cohérence des programmes et l'intégration des équipes reposaient pour une part non négligeable sur la possibilité que nous avions alors de recruter de jeunes chercheurs et de prendre en charge leur formation pendant un an avant leur départ sur le terrain. Les cours et l'enseignement théorique qui leur étaient dispensés n'étaient pas gratuits mais au contraire trouvaient un débouché dans les travaux qui leur étaient proposés par la suite. C'est une chance qui m'a été donnée que d'échapper à l'irresponsabilité en mettant la main à la pâte, à une époque de plein emploi, pour le recrutement de jeunes géographes. Ce fut aussi une leçon de modestie en ce sens qu'avec le recul du temps, j'ai pu apprécier que les résultats ne venaient pas toujours confirmer mes choix et mes refus.

– *Certains des thèmes retenus sont devenus des « classiques ». Qu'ont-ils apporté à la réflexion géographique sur le développement ?*

– Un thème bien représenté, surtout dans les premières années, avait trait aux « terroirs », étant entendu par là des unités spatiales de relativement petites dimensions choisies comme représentatives de différents ordres de problèmes concernant le changement dans les campagnes. Ce thème a fait couler beaucoup d'encre. Les uns l'accueillaient avec joie comme un moyen d'éprouver la valeur de la méthode d'analyse géographique dans « l'espace de vie » d'un groupe rural villageois ou assimilable à un village. D'autres le critiquaient pour l'assimilation qu'ils en faisaient avec une monographie. D'autres, enfin, ont été rebutés par les difficultés d'un travail qui requérait une bonne dose de compétence anthropologique. Il faut dire à quel point les chercheurs eux-mêmes ont œuvré pour prolonger l'approche théorique de départ et appréhender la réalité vivante des acteurs dans leur espace. Les échanges entre nous étaient intenses par le biais de lettres, de mini-colloques ou de mises au point publiées dans le bulletin du comité technique

de sciences humaines. Ce sont les chercheurs qui, dans leurs études régionales, ont placé le thème des terroirs pour éclairer de l'intérieur la dynamique des structures agraires. Ils rejoignaient ainsi l'inspiration d'origine, car l'idée d'une étude fortement centrée sur un petit groupe et son espace était celle d'un ethnologue ayant travaillé en Inde, Jean-Luc Chambard. Le confinement dans des problèmes de classification qui guette le travail monographique était clairement dépassé dès lors que la particularité de chaque situation n'était pas acceptée comme allant de soi mais au contraire scrutée dans tout ce qu'elle a d'improbable.

Toutes les études de terroir entreprises n'ont pu être menées à bien mais notons au chapitre des réussites que vingt-cinq d'entre elles ont été publiées dans un format *in 4^e* dans la collection *Atlas des structures agraires au sud du Sahara* édité par l'Orstom et la Sixième section de l'École des hautes études. Une dizaine d'autres, de grand intérêt mais ne correspondant pas à ces normes, ont également abouti et ont pour la plupart trouvé place dans des thèses. Je dois dire ici ma dette à l'égard de mon collègue des Hautes études, Isaac Chiva, qui a proposé de faire paraître dans un numéro spécial d'*Études rurales* (4) un ensemble d'articles beaucoup plus courts qui donnait une bien meilleure idée du travail accompli et de l'aptitude des études de terroir à offrir des connaissances et des éclairages nouveaux sur les structures agraires de l'Afrique et de Madagascar. Enfin une justification *a posteriori* des dépenses et du travail engagés a été apportée par l'audience inattendue rencontrée par le terme « terroir » dans les dix à quinze années qui ont suivi son lancement en 1964. Un peu partout, d'authentiques études de terroir sont apparues, certaines intégrées aux rapports des grands organismes de développement.

Nous n'avons pas pu faire passer nos idées aussi directement dans tous les domaines. Ainsi nous souhaitons, Paul Pélissier et moi-même, faire une place explicite aux grandes villes africaines en croissance rapide ainsi qu'aux structures de l'organisation sociale et à la différenciation concrète des tissus urbains. Il nous a fallu en rabattre et jouer par la bande pour tenir compte des réserves d'universitaires qui avaient eux-mêmes beaucoup investi dans ces domaines. C'est sous le couvert du thème villes-campagnes et en suivant les ruraux qui émigraient vers les grandes cités que nous y avons pénétré, sans aborder de front les problématiques urbaines. Mais l'extraordinaire richesse de l'étude des migrations de divers types à laquelle nous conviait ce thème s'est progressivement révélée dans les années et les décennies suivantes. Personne ne soupçonnait alors que le tiers monde allait développer sa production alimentaire par le biais des mouvements de population et que les villes y joueraient un tel rôle, soit comme point d'aboutissement des migrations, soit du fait de l'accroissement de leur demande de vivres, induisant ainsi les déplacements de populations rurales vers des régions mieux situées ou à plus forte potentialité agricole.

(4) *Études rurales*, n° 37-38-39, 1970.

– *Tous les thèmes choisis impliquent une approche pluridisciplinaire. L'intérêt en est certain, la mise en place souvent ardue.*

– Le mode de fonctionnement de l'Orstom imposait à l'époque de travailler dans des équipes installées sur place où l'interaction était forte entre chercheurs travaillant sur le milieu naturel ou plus directement sur les faits de société ; même s'ils n'étaient pas sur les mêmes programmes, les occasions d'échanger des informations ou de s'entraider étaient nombreuses. À un autre niveau, avant de partir sur le terrain, les géographes que nous recrutions étaient formés pendant un an dans des programmes d'initiation pluridisciplinaire à la recherche. Nous avons pu mettre à l'épreuve cette ouverture grâce aux relations suivies qui se sont établies entre le milieu universitaire de la recherche et les équipes de l'Orstom dès le début des années soixante. Des sociologues opérant sous le contrôle de Georges Balandier sont successivement partis en mission pour une durée d'un an, grâce aux crédits alloués par l'École des hautes études. Les enquêtes conjointes réalisées avec des géographes orstomiens ont permis de nouer des liens d'amitié et de coopération mais les difficultés étaient grandes. Dans les questionnements très peu spatialisés des sociologues, les géographes ne trouvaient pas tout à fait leur compte. Les uns et les autres se trouvaient ainsi littéralement obligés de s'interroger sur le bien-fondé de leurs théories et de faire un effort de compréhension.

– *Par rapport aux préoccupations de cette époque-là qui accordaient une importance particulière aux contraintes naturelles, d'autres lignes de réflexion s'affirment maintenant où le politique a la part belle.*

– Deux grandes questions se sont imposées, celle de l'État et celle de l'ethnie. La science a avancé de ce côté-là, avec la promotion définitive de l'État dans l'ensemble des sciences sociales, géographie comprise. Elle tient là un objet à la fois territorial et fonctionnant sur la base de réseaux, qui entre donc à double titre dans son champ de compétence. La notion d'État s'est largement enrichie. L'État africain de 1992 n'est plus cet État européen bouturé de diverses manières et qui ne prenait bien dans aucun terroir. Ce qui captive l'attention actuellement, ce sont les prémisses d'un fonctionnement étatique que les chercheurs découvrent dans mainte société ancienne. En reconsidérant l'ethnie à cette lumière, le rôle de l'État dans sa genèse se dégage. Et l'ethnie se présente alors comme une forme d'expression concurrente, ou dérivée. Jean-Loup Amselle a écrit quelques beaux textes sur les rapports entre le fait ethnique et le fait étatique (5). L'État à l'heure actuelle, tel qu'il fonctionne ou plutôt tel qu'il est empêché de fonctionner dans le tiers monde, serait la matrice de tous les ethnismes. L'ethnie s'est imposée contre l'État en tirant sa force du dysfonctionnement de celui-ci. Son arrivée sur le devant de la scène exprime-t-elle l'effort du colonisateur pour diviser les forces économiques et sociales ou est-ce quelque chose qui émerge du milieu ambiant ? Historiquement, l'ethnie

(5) Voir par exemple : Amselle J.-L., « Ethnies et espaces. Pour une anthropologie topologique » ; Amselle J.-L. et M'Bokolo E. (éd.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*. Maspéro, 1985.

apparaît-elle à la remorque ou à l'encontre de l'État ? Une hypothèse en fait la manifestation de structures inemployées qui sont restées présentes dans la conscience des sociétés mais que l'on n'a pas laissé s'exprimer sous une forme étatique. Dans ce cas, la dévaluation de l'ethnie, et la réprobation qu'elle encourt de la part de tous les anticolonialismes, seraient une réussite à mettre au crédit du camouflage politique d'une réalité qu'on ne veut pas laisser s'épanouir. En somme, c'est une forme de domination fort habile qui s'exprimerait ainsi.

Reste à interpréter l'explosion de l'ethnie de par le monde, où elle prend chaque fois un sens différent, ici face à l'État, ailleurs face aux empires sur le déclin. L'Empire n'est-il pas la culmination d'un État tendu entre sa vocation à intégrer l'espace et la tentation de se faire le plus gros possible ? Les *composantes originelles* d'une nation sont de nature ethnique. Leur intégration connaît une forme forte correspondant à la lente émergence d'un tissu territorial homogène représenté et organisé jusque dans les détails par un État qui soude autour de valeurs partagées des gens qui se pensaient porteurs de traditions particulières. Dans sa forme faible, le déficit en intensité dont souffre la gestion des territoires et des hommes qui les peuplent est comblé dans une fuite en avant qui donne à l'État un maximum de surface et de prérogatives. L'ethnie y est réduite à l'état de facette culturelle et chargée de toutes les tensions empêchées de se manifester par d'autres biais. Il lui est dévolu un rôle capital dans l'éclatement des empires quand les forces étatiques perdent leur efficacité. Tout en restant prudent sur cette interprétation, il me semble que c'est ce qui se passe en Europe centrale et dans l'ancienne Union Soviétique. L'ambivalence de la genèse du fait ethnique est illustrée aussi en Amérique latine où les traits de civilisation ibériques imposés par la colonisation sont à la fois intériorisés et plaqués de l'extérieur.

– *On pourrait interpréter ce que vous suggérez là dans le sens qu'en Amérique latine, l'Espagne a acclimaté sa propre structure étatique fondée sur l'inégalité des classes sociales en même temps qu'elle confinait les groupes indiens dans un particularisme culturel, celui-là même qui est revendiqué aujourd'hui par certains.*

– Peut-être peut-on effectivement tirer cette conclusion. Ce qu'il m'importe de souligner c'est que l'ethnie n'est pas la construction artificielle et impulsée du dehors que certains voudraient y voir. Rejoignant l'Afrique, disons que le devenir de l'ethnie à l'époque moderne ne semble laisser place qu'à une alternative simple : ou bien, dans la ligne d'un système étatique fortement contrôlé, l'ethnie se consolide et se territorialise sous une forme régionale, ou bien la multiplication des ethnies et leur forte contestation enclenche un processus de dissolution de l'État. Les exemples ne sont pas difficiles à trouver. Peut-être, en Amérique latine, une longue cohabitation de l'État et des groupes ethniques ouvre-t-elle la possibilité de gradations entre ces extrêmes ou d'autres combinaisons ? Disons, en tout cas, qu'autour du thème de l'ethnie, la géographie rejoint l'ethnologie et la sociologie dont c'est un cheval de bataille. Face à la compétition où, en nombre de lieux, sont engagés l'État et l'ethnie pour l'organisation des territoires, le géographe se trouve au cœur des questionnements de sa discipline.

– Ces exemples illustrent combien a changé le monde au cours des trente dernières années, et particulièrement les pays tropicaux, « sous-développés » ou « en voie de développement ». Du coup certains thèmes sont moins porteurs, les points de vue, eux aussi, évoluent, ainsi que la finalité de certaines recherches. La pratique de la géographie à l'Orstom en a-t-elle été modifiée ?

– Vers le milieu des années soixante-dix, Paul Pélissier m'a remplacé comme responsable de la géographie à l'Orstom. Je gardais néanmoins un pied au bureau permanent et la responsabilité particulière de certaines études. Je me suis lancé à fond, avec le soutien de l'organisme, dans la préparation d'un Atlas de la Nouvelle – Calédonie (6). En même temps, je veillais attentivement au développement d'une grande enquête sur les migrations au Burkina (7).

La question de l'« utilité » de nos travaux agita beaucoup les esprits. À la fin des années cinquante et au long de la décennie suivante, les géographes de l'Orstom se sentaient un peu démunis car réputés moins « utiles » que d'autres, singulièrement les chercheurs des disciplines naturalistes, dans la recherche de solutions. Dans les années soixante-dix, l'Orstom avait acquis sa vitesse de croisière. À cette période, des changements profonds se sont amorcés sans heurts, sans la publicité qu'aurait pu justifier l'importance de telles réorientations. Une évolution qui s'est d'ailleurs déroulée en parallèle dans d'autres organismes que le contexte a influencés pareillement. Après les années de mise en place des structures et des thèmes, et de la formation des hommes, le travail s'est de plus en plus organisé en fonction des impératifs de développement. Cela est d'ailleurs la mission de toujours de l'Orstom mais ses dirigeants et les responsables politiques ont exercé des pressions fort variables dans ce sens. Pour ma part, je crois à la nécessité d'une géographie qui sache éclairer, donner des idées. Mais il faut être attentif à ne pas en arriver à trouver tout naturel de dire aux paysans africains ce qu'il faut faire et, à la limite, penser. Les actions contractuelles que l'on mène maintenant risquent de véhiculer une certaine dose de volontarisme. L'organisation des recherches autour de thèmes encadrerait mieux le travail scientifique.

Dans les années 1962 à 1966, nos équipes fonctionnaient selon un schéma très intégré reposant sur le recrutement, la formation et l'encadrement des chercheurs. Par la suite, il s'est introduit plus de souplesse dans les rapports entre ceux qui impulsaient les actions et les chercheurs qui ont progressivement assumé plus de responsabilité sur leurs propres thèmes et la façon de conduire leur travail. Nous avons connu une évolution semblable à celle des équipes de football dont le cycle naturel passe par une phase d'épanouissement suivie de la détérioration de la structure d'ensemble quand chacun commence à jouer son propre jeu. Celui-ci a parfois pris la forme de la préparation d'une thèse, ce qui était assez mal vu car considéré trop individualiste. Mais c'était là le grand moyen d'échapper à une intervention très directe de l'organisme. En fleurissant dans cet espace de liberté, la réflexion

(6) *Atlas de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances*. ORSTOM, 1981.

(7) « Migrations, société et développement mossi ». *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 20 n° 79, 1980.

personnelle a offert de nouvelles voies et suggéré des types d'action à mener. Ainsi la pratique des « enquêtes renouvelées », avec retour sur le terrain d'études de terroir anciennes, s'est révélée comme un excellent moyen comparatif à partir d'un matériel absolument sûr. Ceux qui n'y voyaient que poursuite de la gloriole scientifique sans généralisation possible doivent convenir aujourd'hui qu'elle donne un point de vue unique pour apprécier une situation depuis l'avant et depuis l'après.

Par ce biais et par d'autres des perspectives se sont ouvertes qui ont débouché sur la mise au point de nouvelles méthodes, sur leur domestication et simplification qui les a rendues plus accessibles. Et c'est ma fierté que d'avoir joué un rôle dans leur développement, avec des retombées qui dépassent l'Orstom et concernent la communauté géographique francophone. Il est juste de reconnaître que l'Orstom a été un laboratoire incomparable pour les méthodes. Philippe Couty en a fait la matière d'un exercice de réflexion digne d'admiration qui a fortement contribué à leur diffusion auprès d'autres usagers au-delà de l'organisme.